

PREFECTURE  
DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DES AFFAIRES  
CULTURELLES

64021 PAU CEDEX  
Tel. 59 27 60 00 POSTE 3757  
Télex n° 570818

Référence à rappeler dans toute correspondance : 3<sup>e</sup> Bureau

ML/AL

-\*-

LE PREFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR :

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et du titre Ier de la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, les articles 18 et 20 notamment ;

Vu l'instruction du 6 juin 1953 du Ministère du Commerce (Journal Officiel du 20 juin 1953) relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, en application de la loi du 19 décembre 1917 ;

Vu l'arrêté du 20 août 1985 du Ministère de l'Environnement (J.O. du 10 novembre 1985) relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 85/IC/064 du 16 avril 1985 autorisant L'UNION COOPÉRATIVE AGRICOLE D'ALIMENTATION DU BÉTAIL DU PAYS BASQUE (U.C.A.A.B.) à implanter et à exploiter à AICIRITS, au lieu-dit "Escutary" une usine de fabrication d'aliments pour le bétail ;

Vu le récépissé n° 87/IC/048 du 28 janvier 1987 pour la détention et l'exploitation de deux transformateurs dont le diélectrique contient du PCB ;

Vu la demande formulée par L'UNION COOPÉRATIVE AGRICOLE D'ALIMENTATION DU BÉTAIL du PAYS BASQUE (U.C.A.A.B.) -dont le siège social est "LUR BERRI" à SAINT-PALAIS- en vue de procéder à l'extension de ses installations d'AICIRITS au lieu-dit "Escutary" ;

Vu le dossier annexé à la demande ;

Vu les rapport et avis de l'Inspecteur des Installations Classées et du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche en date des 8 et 13 février 1990 ;

Vu l'avis donné le 21 mars 1990 par le Conseil départemental d'Hygiène ;

CONSIDÉRANT que toutes les formalités prescrites par les lois et règlements en vigueur ont été accomplies ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTE N° 90/IC/ 141

AUTORISANT L'UNION COOPÉRATIVE AGRICOLE

D'ALIMENTATION DU BÉTAIL DU PAYS BASQUE (U.C.A.A.B.)

A PROCÉDER A L'EXTENSION DE SES INSTALLATIONS D'AICIRITS

CONSIDERANT que l'extension envisagée n'est pas de nature à entraîner un changement notable de la situation existante, mais qu'il convient cependant d'actualiser les prescriptions auxquelles était soumise cette usine en vue de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1er : L'UNION COOPERATIVE AGRICOLE D'ALIMENTATION DU BÉTAIL DU PAYS BASQUE (U.C.A.A.B.) -dont le siège social est "LUR BERRI" à SAINT-PALAIS-est autorisée à procéder à l'extension de ses installations d'AICRITS, section B, parcelles N° 96 et 101) au lieu-dit "ESCUTARY".

ARTICLE 2 : L'Union Coopérative Agricole d'Alimentation du Bétail du Pays Basque (U.C.A.A.B.) devra se conformer aux prescriptions techniques annexées au présent arrêté.

ARTICLE 3 : Des arrêtés complémentaires pourront être pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées et après avis du Conseil départemental d'Hygiène. Ils pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 rendra nécessaires.

Les conditions fixées ci-dessus ne peuvent en aucun cas, ni à aucune époque faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

ARTICLE 4 : La présente autorisation cessera de produire effet lorsque l'installation classée n'aura pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'aura pas été exploitée durant deux années consécutives.

ARTICLE 5 : Toute modification apportée à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. Une nouvelle demande d'autorisation pourra être exigée.

Tout transfert d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement nécessitera une nouvelle demande d'autorisation. Les demandes visées aux deux alinéas précédents sont soumises aux mêmes formalités que la demande d'autorisation primitive.

ARTICLE 6 : La présente autorisation est délivrée au seul titre de la loi sur les installations classées. Elle ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie, de permis de construire, etc.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. ARTICLE 7 : Une copie du présent arrêté d'autorisation sera déposée à la mairie et pourra y être consultée par les personnes intéressées.

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée à la mairie où elle peut être consultée sera affichée à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire d'AICRITS(commune associée d'AICRITS/CAMOU/SUHAST

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

En outre, un avis sera publié par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté doit être conservé par l'exploitant à toute réquisition.

**ARTICLE 9 :** Délai et voie de recours (article 14 de la loi N° 76-663 du 19 Juillet 1976 susvisée) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

#### ARTICLE 10 :

MM. - le Secrétaire Général de la Préfecture,

- le Sous-Préfet de BAYONNE

- le Maire d'AICIRITS-CAMOU-SUHAST

- M. L'Inspecteur des Installations Classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

MM. - le Directeur Général de l'U.C.A.A.B "LUR BERRI" à SAINT-PALAIS

- le Directeur départemental de l'Équipement,

- le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

- le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

- le Directeur départemental du Travail et de la Protection Sociales

Agricoles,

- le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours.

Fait à PAU, le 1 AOUT 1990

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
le Secrétaire Général



Signé : Gérard BOUGHER

*G. Sarrade*

le Maire, Chef de Bureau,  
Monsieur SARRADE

Pour Ampliation



DU - 1 AOUT 1990

ANNEXE N° 1 A L'ARRETE N° 90/IC/141

ARTICLE 1er : L'Union Coopérative Agricole d'Alimentation du Bétail du Pays Basque - dont le siège social est "LUR BERRI" à SAINT-PALAIS (U.C.A.A.B.) - est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations d'AICIRITS, au lieu-dit "ESCUTARY"

Ces installations sont visées par les rubriques ci-après, de la nomenclature des installations classées :

INSTALLATION SOUMISE A AUTORISATION

N° 89-1° - Broyage, concassage, trituration de substances organiques :

- Puissance installée : 830 kW

INSTALLATIONS SOUMISES A DECLARATION

N° 211-B-1° - Stockage de GCL :

• Capacité 50 + 30 m3

N° 355-A - Exploitation d'appareils

• contenant des produits imprégnés de PCB-PCP

capacité : 2 x 600 l

N° 376 BIs-3° - Stockage de substances organiques

• Puissance installée (hors ventilation) 444 kW

• capacité 7 540 m3

ARTICLE 2 :

1 - DISPOSITIONS GENERALES

1 - Les installations seront implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier fourni par l'U.C.A.A.B. le 16 Février 1984 et complété le 26 Juin 1984 et 13 Décembre 1989 et aux prescriptions du présent arrêté.

Tout projet de modification des plans joints à la demande, avant sa réalisation, fait l'objet d'une déclaration au Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

## 2 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE -

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants toxiques ou corrosifs susceptibles de présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation de sites et des monuments.

Les rejets gazeux de quelque nature qu'ils soient ne devront pas contenir plus de 30 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières.

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles des émissions et des retombées de gaz, poussières et fumées soient effectués par des organismes compétents aux frais de l'exploitant.

La mise en place d'appareils automatiques de surveillance et de contrôle pourra également être demandée dans les mêmes conditions.

## 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

3.1. Toutes dispositions seront prises pour que, si ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou le milieu naturel.

Leur évacuation éventuelle, après accident devra être conforme aux prescriptions de l'instruction du Ministère du Commerce en date du 6 juin 1953 (JO du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

En cas d'évacuation intermittente d'eaux résiduaires, le rejet devra également être conforme aux prescriptions de ladite instruction.

En particulier :

- le pH sera compris entre 5,5 et 8,5
- la température sera inférieure à 30° C.

De plus, ces eaux devront répondre aux conditions suivantes :

- M.E.S. - inférieures à 30mg/l (sauf rejet dans un réseau d'assainissement muni d'une station d'épuration)
- D.C.O. - inférieure à 120mg/l (norme NF/T 90.203)
- Hydrocarbures inférieurs à 20mg/l (norme NF/T 90.203)

### 3.2. Eaux vannes - eaux usées -

Les eaux vannes des sanitaires, les eaux usées des lavabos et éventuellement des cantines seront collectées puis traitées conformément aux instructions en vigueur concernant l'assainissement individuel.



### 3.3. Prévention des pollutions accidentelles

#### 3.3.1. Toutes dispositions sont

prises, notamment par aménagement des sols des ateliers, en vue de collecter et de retenir toute fuite, épanchement ou débordement afin que ces fuites ne puissent gagner directement le milieu naturel ou les installations d'épuration des eaux usées.

#### 3.3.2. Les opérations périodiques

ou exceptionnelles de nettoyage des divers circuits et capacités de l'usine (notamment au cours des arrêts annuels d'entretien), doivent être conduites de manière à ce que les dépôts, fonds de bac, déchets divers, etc. ne puissent gagner directement le milieu récepteur ni être abandonnés sur le sol.

#### 3.3.3. Les matières provenant des

fuites ou des opérations de nettoyage, pourront selon leur nature :

- soit être réintroduites dans les circuits de fabrication,
- soit être reversées dans le réseau d'égouts à condition de ne pas apporter de perturbation au fonctionnement des installations d'épuration,
- soit être mises dans une décharge autorisée admettant ce type de produit,
- soit être confiées à une entreprise spécialisée dans le transport et l'élimination des déchets.

#### 3.3.4. Les réservoirs de produits polluants ou dangereux seront construits selon les règles de l'art.

Ils devront porter en caractères très lisibles la dénomination de leur contenu.

Ils seront équipés de manière à ce que le niveau puisse être vérifié à tout moment. Toutes dispositions sont prises pour éviter les débordements en cours de remplissage. Ils seront installés, en respectant les règles de compatibilité dans des cuvettes de rétention étanches de capacité au moins égales à la plus grande des deux valeurs ci-après :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité globale des réservoirs contenus

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice doivent être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

4.1. - Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 relative au bruit des installations relevant de la loi sur les établissements dangereux insalubres ou incommodes lui sont applicables.

4.2. - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier seront d'un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969.

4.3. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, gânant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

4.4. Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-dessous qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles.

Points de mesure	Type de zone	Niveaux-limites admissibles de bruit en dB (A)		
		Jour	Période	Nuit
Limite de propriété	Zone comportant quelque at-	60	55	50
	lier ou centres d'affaires			

## 5 - DECHETS

5.1. - L'exploitant devra éliminer ou faire éliminer les déchets produits par ses installations dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Tous les déchets sont éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

Les résultats de ces vérifications sont portés sur un registre spécial tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

6.3. - Les équipements de sécurité et de contrôle, et les moyens d'interventions et de secours devront être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement.

6.2. - L'Etablissement sera pourvu des moyens d'intervention et de secours appropriés aux risques. Ces moyens et les modes d'intervention seront déterminés en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées et le Chef du Centre de Secours de SAINT PALAIS.

6.1. - Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les risques d'incendie et d'explosion.

## 6 - PREVENTION DES RISQUES

La cuvette doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ;  
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les stockages de déchets liquides, en réservoirs ou en fûts, seront munis d'une cuvette de rétention dont la capacité sera au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

Des mesures de protection contre la pluie et de prévention contre les envois seront prises si nécessaires.

5.3. - Dans l'attente de leur élimination, les déchets doivent être stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets visés seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

- origine, composition, quantité
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement,
- date de l'enlèvement ;
- destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale

5.2. - L'élimination (par le producteur ou un sous-traitant) fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchets :



Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 (J.O. du 30 avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables aux installations dans lesquelles une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître.

Les installations électriques devront être réalisées selon les règles de l'art. Elles seront entretenues en bon état. Elles seront périodiquement contrôlées (au moins une fois par an) par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### 6.7 - Installations électriques

Les dates et les thèmes de ces exercices ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu, seront consignés sur le registre prévu à la condition 6.3. ci-dessus.

6.6. - Le personnel appelé à intervenir devra être entraîné périodiquement, au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par mois au minimum, à la mise en oeuvre des matériels d'incendie et de secours ainsi qu'à l'exécution des diverses tâches prévues sur le plan d'intervention interne.

Elles énuméreront les opérations ou manoeuvres qui ne peuvent être exécutées qu'avec une autorisation spéciale.

- Les modes opératoires d'exploitation
- Le matériel de protection collective ou individuelle et son utilisation
- Les mesures à prendre en cas d'accident ou d'incendie

Elles spécifieront les principes généraux de sécurité à suivre concernant :

6.5. - Des consignes générales de sécurité visant à assurer la sécurité des personnes et la protection des installations, à prévenir les accidents et à en limiter les conséquences, sont tenues à la disposition du personnel intéressé dans les locaux ou emplacements concernés.

Il sera affiché ostensiblement à l'intérieur de l'établissement.

6.4. - Un règlement général de sécurité fixant le comportement à observer dans l'établissement et traitant en particulier des conditions de circulation à l'intérieur de l'établissement, des précautions à observer en ce qui concerne les feux, du port du matériel de protection individuelle et de la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident, sera remis à tous les membres du personnel ainsi qu'aux personnes admises à travailler dans l'établissement.

## 6.8 - Appareils à pression

Tous les appareils à pression en service dans l'établissement devront satisfaire aux prescriptions du décret du 2 Avril 1926 modifié sur les appareils à vapeur et du décret du 18 Janvier 1943 sur les appareils à pression de gaz.

## 6.9 - Incidents et accidents

Tout incident ou accident ayant compromis la sécurité de l'établissement ou du voisinage ou la qualité des eaux devra être consigné sur le registre prévu au point 6.3. ci-dessus.

Conformément aux dispositions de l'article 1er du décret N° 77.1133 (suscité) modifié, l'exploitant doit déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976.

## II - DISPOSITIONS PARTICULIERES

### 1) Chauffage

La chaufferie sera équipée et exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 Juin 1975 relatif à l'équipement et l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

En particulier, les gaz de combustion seront évacués par une cheminée d'une hauteur minimale de 42 Mètres. En outre, les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 Juillet 1977 relatif à la visite et à l'examen approfondi périodiques des installations consommant de l'énergie thermique lui seront applicables.

### 2) Stockage de gaz combustible liquéfié

Les stockages de gaz combustible liquéfié seront implantés, aménagés et exploités conformément aux dispositions de l'arrêté type N° 211 et de l'arrêté du 9 Novembre 1972 fixant les règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquéfiés (capacité supérieure à 70 M3).

3) Stockage de matières organiques susceptibles de dégager des poussières combustibles seront implantés, aménagés et exploités conformément aux dispositions de l'arrêté type N° 376 bis.

### 4) Transformateurs électriques

Les transformateurs seront aménagés et exploités conformément aux dispositions de l'arrêté type N° 355.

## SERVICE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral  
en date du : **1 AOUT 1990**

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Pour l'impression  
L'Attaché, Chef de Bureau,  
Monsieur Théodore BARRADE



6.1 - Annexe